



HISTOIRE

La Ligue, cet objet politique mal identifié

« La Ligue de l'enseignement, une histoire politique, 1866- 2016⁽¹⁾ » de l'historien Jean-Paul Martin est paru aux Presses universitaires de Rennes. Un ouvrage scientifique qui permet de comprendre la place acquise par la Ligue de l'enseignement comme acteur idéologique sans pour autant mythifier le passé.

Les Idées en mouvement : Dans quelles circonstances avez-vous entrepris et réalisé ce projet ?



Jean-Paul Martin : Cet ouvrage répond à une attente de la Ligue. J'ai été sollicité sans doute parce que je suis l'un des rares historiens spécialiste du sujet, notamment depuis ma thèse, *La Ligue de l'enseignement et la République, des origines à 1914*⁽²⁾. Deux universitaires issus d'autres disciplines, qui connaissent bien le sujet, Frédéric Chateigner et Joël Roman, m'ont aidé, en rédigeant chacun un chapitre.

Je précise que nous avons eu entièrement carte blanche. Il ne s'agit donc pas d'un livre-maison, qu'on puisse soupçonner de complaisance, car sa démarche obéit aux règles critiques communes aux sciences humaines. Pourquoi cacher cependant que nous ne l'aurions pas entrepris sans le vif désir de sortir de l'ombre l'histoire réelle de la Ligue, voire sans éprouver, à des degrés divers, une certaine sympathie pour plusieurs de ses combats passés et présents !

Était-il bien nécessaire d'écrire un si gros livre ? Quelle utilité a-t-il pour les militants ? Ne risquent-ils pas d'être perturbés par la méthodologie critique, ou simplement tentés d'idéaliser un passé glorieux, en regard des difficultés présentes de leur action ?

En dehors de quelques brochures, parfois fort bien faites, il n'existait pas jusqu'à ce jour d'étude universitaire. Aucune des thèses réalisées sur la Ligue n'a été publiée. Cet ouvrage couvre donc 150 ans d'histoire. Cela peut expliquer son volume. Celui-ci doit-il pour autant effrayer ? J'ai conscience qu'il sera peut-être difficile de le lire d'une seule traite. C'est pourquoi une conclusion un peu longue permet de synthétiser les principaux apports. La table des matières détaillée et l'index des noms de personnes peuvent également orienter une lecture sélective. Il est donc plusieurs manières d'entrer dans l'ouvrage, ou d'y revenir... Sur le fond, je ne pense pas qu'il incite à penser que « c'était mieux avant ». La démarche historique est par essence « relativiste » si l'on peut dire, en l'occurrence elle montre que la Ligue a rencontré, à plusieurs reprises, des difficultés à persister dans son être, mais qu'elle les a surmontées. Du moins jusqu'ici !

Que signifie le sous-titre : « une histoire politique » ?

Il faut donner au mot politique une acception large et diverse. Cela concerne le rapport avec le champ politique

(la distinction entre « le » et « la » politique), le positionnement associatif entre l'État enseignant et la société civile, ainsi que les divers sens du combat laïque et du projet de construire la République. Bref, il s'agit de prendre la Ligue comme un objet politique mal identifié, et tenter de comprendre comment il s'inscrit dans la culture républicaine française. Par ailleurs il s'agit d'« une » histoire : l'article indéfini signifie que d'autres histoires sont ou seront possibles et qu'il n'est pas question de clôturer un champ.

Le plan est chronologique et se décline en trois périodes d'environ un demi-siècle.

Quels sont les points forts de chacune ?

La première montre le passage de la Ligue des cercles locaux, répondant à l'appel de Macé, à une organisation nationale en 1881, très en avance sur celle des partis politiques. La Ligue devient à la fin du XIX^e siècle le principal auxiliaire de l'État enseignant, contribuant à étendre son influence et réciproquement à faire remonter jusqu'à lui les aspirations des républicains. Elle révèle les besoins éducatifs, discute les projets d'amélioration de l'école, intervient parfois comme groupe de pression parlementaire. Les œuvres péri et post-scolaires jouent un rôle essentiel pour organiser le maillage du pays à partir des écoles primaires, notamment dans la France rurale ou semi-rurale : il s'agit de faire advenir une société civile laïque pour faire pièce à la constellation catholique.

Après la guerre de 1914-1918, la Ligue devient une confédération, elle s'organise sur le plan départemental et spécialise des activités qui ne cessent de s'étendre (sport, vacances, arts, cinéma, lecture publique...). Elle apparaît aussi comme une organisation spécialisée dans l'anticléricalisme scolaire, étroitement liée au SNI (Syndicat national des instituteurs), cherchant à convertir à sa cause les partis politiques de gauche. Sa puissance institutionnelle et militante est réelle, avec les instituteurs mis à disposition et l'âpreté de la guerre scolaire, mais elle mène aussi des batailles à contre-courant notamment face à un champ associatif en pleine expansion après 1945, sur lequel elle ne parvient plus à imposer son hégémonie. L'entrée dans la V^e République est difficile avec la loi Debré et la nécessité d'une modernisation des bases de son action, face aux projets du régime.

Depuis les années 60, elle est confrontée à une nécessaire adaptation dans tous les domaines : formes d'action dans une société urbaine, professionnalisation de l'animation, relativisation du combat scolaire et nécessité de repenser la laïcité. Cette adaptation se trouve modestement engagée jusqu'à la fin des années 70, sous les gouvernements de droite. Mais elle doit s'accélérer avec l'arrivée au pouvoir de la gauche et la défaite laïque de 1984. Celle-ci est à l'origine ou précipite un aggiornamento au triple plan idéologique, associatif et politique.

Reprenons précisément ces 3 aspects.

Qu'en est-il en matière idéologique ?

On passe d'une laïcité centrée sur l'école à un projet de société, qui allie reconnaissance du pluralisme culturel et recherche de valeurs communes. La mutation s'opère en deux temps : pour le dire très vite, au cours des années 80, on change d'adversaire principal (ce n'est plus la religion mais le néo-libéralisme), ce qui rend possible un dialogue avec le catholicisme et plus tard l'islam. À partir de la décennie suivante, on réévalue la loi de 1905 et la laïcité-liberté. Il s'agit de « faire société » et de combattre les discriminations, notamment envers les musulmans. Les divergences d'interprétation font alors privilégier le dialogue entre les courants laïques.

Et en matière associative ?

C'est la fin du modèle associatif laïque et du clivage laïques/confessionnels. La Ligue discute désormais avec tout le monde, ce qui est facilité par la « laïcisation » de la plupart des associations d'origine confessionnelle. Elle promeut le thème de la société civile et tend même en douceur à prendre la tête de la société civile organisée, au plan national et européen, dans un contexte de dérégulation marchande des rapports entre pouvoirs publics et associations.

Vis à vis du champ politique en tant que tel, l'évolution n'est elle pas plus complexe ?

On note une prise de distance avec la gauche, proportionnelle aux déceptions nées de la pratique gouvernementale. Néanmoins le rapport à l'État et aux collectivités locales depuis la décentralisation maintient la Ligue dans une certaine dépendance vis-à-vis des politiques. Autrefois, on pouvait distinguer la fonction administrative et politique de l'État, c'est moins vrai aujourd'hui. De même « le » politique était l'antichambre de « la » politique, aujourd'hui la méfiance envers la politique devient massive. La Ligue cherche donc sa voie en mettant en avant le « pouvoir d'agir » des citoyens, mais c'est probablement un domaine où elle est encore loin de pouvoir combler la distance entre le dire et le faire.

• **Propos recueillis par Ariane Ioannides**

(1) Vous pouvez également le commander en ligne : www.boutique-laligue.org

(2) Consultable sur : www.150ans-laligue.org (partie Histoire).

“ Il s'agit de tenter de comprendre comment la Ligue s'inscrit dans la culture républicaine française. Il s'agit d'« une » histoire : l'article indéfini signifie que d'autres histoires sont ou seront possibles. ”